

ARRETE N°2020- 080 /MS/CAB
portant autorisation de création
d'une clinique médicale

LE MINISTRE DE LA SANTE

- Vu la Constitution ;
Vu le décret n°2019-004/PRES du 21 janvier 2019 portant nomination du premier ministre ;
Vu le décret n°2019-0139/PRES/PM/SGG-CM du 18 février 2019 portant attributions des membres du Gouvernement ;
Vu le décret n°2019-0042/PRES/PM/SGG-CM du 24 janvier 2019 portant composition du Gouvernement ;
Vu le décret n° 2018-0093/PRES/PM/MS du 15 février 2018 portant organisation du Ministère de la santé ;
Vu la loi n°23/94/ADP du 19 mai 1994 portant code de la Santé publique ;
Vu la loi n°034/98/AN du 18 mai 1998 portant loi hospitalière ;
Vu le décret n°2005-398/PRES/PM/MS du 19 juillet 2005 portant conditions d'exercice privé des professions de santé ;
Vu le dossier de demande de l'intéressée ;
Sur avis de la Commission d'examen des demandes d'autorisation de création, d'ouverture, d'extension, de transformation, de cession, de transfert et de fermeture des établissements sanitaires en sa session du 14 février 2020.

A R R E T E

Article 1 : LA FONDATION « ENTREPRISE BONKOUNGOU MAHAMOUDOU ET FILS (EBOMAF) », est autorisée à créer une clinique médicale privée dénommée « ~~PRINCESSE SARAH~~ » à la parcelle 01 ; Lot 18 ; Section 283 (G) du Secteur 54 de l'arrondissement 12 dans la commune de Ouagadougou, province du Kadiogo.

Article 2 : LA FONDATION EBOMAF dispose d'un délai d'un (1) an, pour procéder à l'ouverture et à l'exploitation de la clinique médicale privée.

Article 3 : L'autorisation devient caduque si un (01) an après sa délivrance, la clinique médicale privée n'a pas été créée.

Toutefois, avant l'expiration de ce délai, le Ministre de la santé peut à titre exceptionnel, sur la demande de l'intéressée, en proroger la validité, pour une nouvelle période non renouvelable d'un (01) an.

Article 4 : L'ouverture et l'exploitation ne deviendront effectives qu'après obtention d'un arrêté du Ministre de la santé portant autorisation d'ouverture et d'exploitation de la clinique médicale privée. /

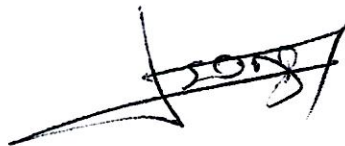
Article 5 : Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature. /

Article 6 : L'Inspecteur général des services de santé, le Secrétaire général du Ministère de la santé, le Gouverneur de la région du Centre, le Maire de la commune de Ouagadougou, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera. /

Ampliations :

Ouagadougou, le 04 MARS 2020

- 1- Original
- 2- Présidence du Faso
- 3- Premier Ministère
- 4- SG/MS
- 5- ITSS
- 6- Gouvernorat/ Centre
- 7- Commune de Ouagadougou
- 8- Toutes Directions centrales du MS
- 9- DRS/ Centre
- 10- Ordre professionnel de la santé concerné
- 11- intéressée
- 12- J.O
- 13- Archives/Chrono



Professeur Léonie Claudine LOUGUE/SORGHO

Officier de l'ordre de l'Étalon